

## Compte rendu

---

### Ouvrage recensé :

LIPTON, Michael et TOYE, John. *Does Aid Work in India ? A Country Study of the Impact of Official Development Assistance*, New York, Routledge, Chapman and Hall, 1990, 288 p.

par David Carment

*Études internationales*, vol. 23, n° 1, 1992, p. 191-194.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702978ar>

DOI: 10.7202/702978ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

Dans plusieurs pays sélectionnés, les modes abusifs d'exploitation y ont été brossés au peigne fin, en y dévotant de nombreuses attitudes négatives des exploitants au détriment des agriculteurs, des colons récents et des Peuples de la Forêt, ainsi que des conditions de vie insoutenables, brutalement imposées par des décisions tant internes qu'externes. À la recherche des coupables de ces destructions simultanées, incluant, grands propriétaires fonciers, négociants et politiciens locaux, d'une part, et des pays développés, notamment le Japon, la Nouvelle-Zélande et le Canada, d'autre part, les mythes de la sylviculture et la Banque mondiale s'effritent devant le caractère désastreux de la conjoncture actuelle dans ce domaine.

Parmi les formules variées de résistances qui se multiplient en plusieurs régions, celles de l'Amazonie transparaissent dans différents chapitres, incluant l'histoire mouvementée et le combat persistant de Chico Mendès, tué en 1988 après avoir créé le premier syndicat de «seringueiros», au même titre que la forêt vierge, devenue pour le chef Kaiapô, «l'Université des Indiens». Objet de préoccupation internationale depuis que l'on s'inquiète de l'«effet de serre», la destruction de la forêt amazonienne par le feu, au profit de grands propriétaires fonciers (fazendeiros), a suscité de nombreuses réactions de l'extérieur, notamment de la part des écologistes qui appuient les projets de «réserves extractives des seringueiros» et condamnent ouvertement les politiques de financement des grandes banques favorisant la dévastation des forêts.

En Inde, Thaïlande, Malaisie, Indonésie et Nouvelle-Guinée, ainsi

qu'aux Philippines, les ravages s'avèrent considérables : pour les forêts, mais aussi pour les sociétés humaines, les espèces animales et végétales pâtissant d'une folle exploitation quand ce n'est pas d'un pillage systématique.

Cependant, face à cette dette insolvable contre la nature, fruit de la mise en place incontrôlée de vastes projets ravageurs, des esquisses alternatives sont suggérées, suite à de nombreuses études de cas, que des groupes locaux bien informés seraient en mesure d'appliquer. Donc, une «Nouvelle Alliance», telle que souhaitée, semblerait réalisable, à la condition de pouvoir maintenir une attitude de dialogue égalitaire et solidaire lors de toutes ces démarches, et ce à l'abri de ces relents de populisme ou d'indigénisme béat qui, malheureusement, persistent. En somme, ce constat, originalement présenté et qui n'est pas sans intérêt, loin de là, débouche inéluctablement sur une notion de politique complexe, qu'illustrent des propositions concrètes. S'agirait-il, une fois de plus, d'un combat inégal au cœur du vaste débat sur le développement ?

Paul-Yves DENIS

*Département de géographie  
Université Laval, Québec*

LIPTON, Michael et TOYE, John.  
*Does Aid Work in India? A Country Study of the Impact of Official Development Assistance*,  
New York, Routledge, Chapman  
and Hall, 1990, 288 p.

*Does Aid Work in India?* est une analyse détaillée, complète et bien documentée des résultats produits par

l'aide officielle au développement sur le développement économique de l'Inde et ce, pour la période du début des années cinquante à aujourd'hui. Les auteurs font ressortir quelques-uns des enjeux les plus pertinents en rapport avec les théories du développement économique, ils testent quelques hypothèses et croyances populaires au sujet des programmes d'aide et offrent une série d'observations utiles sur le rendement de ces programmes en Inde. Comme tel, ce livre devrait être très utile pour les hauts fonctionnaires et les économistes du développement qui veulent en savoir plus sur l'efficacité des programmes d'aide.

La lecture de ce livre laisse deux impressions générales : d'abord, que le processus d'élaboration de politique en matière d'assistance au développement est très complexe. Ce phénomène est dû à l'interaction de nombreux acteurs ayant souvent des buts et des intérêts conflictuels. Ensuite, que les auteurs ont réussi à mettre le programme d'aide autant dans le contexte de l'économie politique indienne, qu'internationale. En ce qui concerne ces deux thèmes, cet ouvrage est une source très importante non seulement en ce qu'il présente de manière claire et logique les principaux enjeux, mais aussi qu'il démystifie la plupart des hypothèses théoriques en rapport au programme d'aide dont l'épreuve du temps a révélé les défaillances. Une grande part du livre est consacré à chercher un fondement plus solide pour développer la politique d'assistance au développement.

Le livre est divisé en sept chapitres et chacun s'adresse à un aspect significatif de l'expérience de l'aide en Inde. De même, chaque chapitre

débuté par un bon survol du sujet et contient aussi toutes les sources utilisées par l'auteur. Il est évident que la rédaction de chaque chapitre a nécessité une grande quantité de recherche.

Le chapitre 1 fait le constat de trente années de relations entre l'Inde, l'aide au développement et les agences, dans un contexte macro-économique. L'auteur soutient que malgré la faible intensité des flux d'aide, lorsqu'ils sont mesurés sur une base *per capita* et comme part du revenu national, ils sont toutefois une contribution positive à l'économie et à la société de l'Inde.

Le chapitre 2 étudie l'impact des programmes d'aide sur la réduction de la pauvreté dans ce pays. Les auteurs admettent qu'à cause de leur faible importance, les programmes d'aide n'auront pas un effet direct significatif sur la réduction de la pauvreté. Par contre, il y a certainement des bénéfices indirects dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la planification familiale et de l'aide à l'agriculture. Cette analyse s'appliquerait particulièrement bien aux problèmes rencontrés en Afrique subsaharienne.

Le chapitre 3 marque le passage de la politique de développement envers l'Inde, de celle dominée par un seul pays donateur (les États-Unis) et des essais connexes à l'encouragement d'aide macroéconomique dans les années '50 et '60, à des dialogues multilatéraux sectoriels dans les années '80.

Le chapitre 4 traite des effets systémiques de l'aide à l'Inde. Les auteurs soutiennent que ce pays a réussi à se doter d'une série de défenses

efficaces contre les pressions politiques et économiques qui proviennent quelquefois des pays donateurs. En ce qui concerne l'aide bilatérale, l'établissement de liens de dépendance a été le plus important problème. Cependant, les auteurs soulignent aussi le rôle positif que les missions d'aide étrangère locales jouent dans la réduction des effets systémiques négatifs des programmes d'aide.

Le chapitre 5 est une évaluation du rendement des projets mis en œuvre en Inde par la Banque mondiale et quelques donateurs importants – les États-Unis, la Grande-Bretagne, et la Communauté économique européenne. Selon les auteurs, les résultats de l'assistance dirigée sont satisfaisants et ce, malgré certains problèmes persistants de délais et de projets inachevés.

Le chapitre 6 s'attaque à la lourde tâche de faire la révision de la gestion des ressources consacrées à l'aide et à l'assistance technique. L'Inde est une région qui est presque autosuffisante dans le domaine technologique, même si, soutiennent les auteurs, une aide technique élémentaire est encore nécessaire dans les régions rurales.

Le chapitre 7 traite d'un des débats les plus significatifs idéologiquement sur l'agenda de politique de développement pour les années quatre-vingt : l'aide et les lois du marché. Plus spécifiquement, le chapitre aborde le débat sur la forme que doivent prendre les programmes dans les années quatre-vingt-dix. L'aide à ce pays fut critiquée pour avoir faussé les lois du marché ou pour les avoir réprimées. Cette déviance aurait eu pour effet d'encourager ce que les auteurs ont appelé le « syndrome du

contrôle» – le subtil interventionnisme *ad hoc* du secteur public dans les affaires du secteur privé. Dans ce chapitre, les auteurs font une analyse intéressante du rôle de l'idéologie politique en Inde dans la formation des attitudes face à l'aide et au développement économique. Ils soutiennent qu'il y a peu de possibilités que, dans un proche avenir, le « syndrome du contrôle» soit remplacé par les lois du marché.

Ce livre contient aussi une excellente annexe rédigée par Robert Cassen qui résume quelques résultats importants des chapitres antérieurs. Cassen maintient que le rendement des programmes d'aide à l'Inde a été plus élevé que celui de beaucoup d'autres bénéficiaires de ces programmes. Ce fait est maintenant utilisé comme raison pour tenter de retirer le financement à taux préférentiels dont profite l'Inde. À la lumière de ce changement possible, Cassen s'interroge à savoir si ce pays, ou, en l'occurrence, n'importe lequel bénéficiaire d'aide, doit être puni d'avoir un programme d'aide efficace ?

Tous deux, Lipton et Toye sont remarquablement positifs dans leur évaluation finale du rendement de l'aide à l'Inde. Selon eux, malgré toutes les imperfections, l'assistance officielle au développement a été un succès et son expérience peut servir d'enseignement à d'autres pays qui ne réussissent pas aussi bien.

Dans l'ensemble, ce livre est un apport valable, non seulement pour le domaine de l'économie de développement, mais encore à la théorie de l'économie politique et du développement en général. En somme, c'est une présentation magistrale de toutes les

complexités de l'aide et des politiques d'aide. Les auteurs nous font partager leur profonde expérience et nous offrent une vision positive pour un programme d'aide réformé.

David CARMENT

Département de science politique,  
Université McGill, Montréal

PRATT, Cranford (Ed.). *Middle Power Internationalism: The North-South Dimension*. Montréal-Kingston, McGill-Queen's University Press, 1990, 176 p.

Ce collectif, réalisé sous la direction de Cranford Pratt, est le quatrième d'une série produite par le groupe de recherche du *Western Middle Power and Global Poverty Project*. L'objectif de cette équipe est de procéder à une analyse approfondie des politiques Nord-Sud de quelques puissances moyennes occidentales à la lumière de l'approche dite «internationalisme humaniste» (*Human Internationalism*), et d'identifier les éléments qui, au niveau de ces États, font obstacle au réaménagement des structures inégales dans les relations entre le Nord et le Sud.

Ce quatrième volume diffère sensiblement des précédents. Alors que ceux-ci visaient à examiner des aspects spécifiques des politiques Nord-Sud du Canada, du Danemark, de la Norvège, des Pays-Bas et de la Suède, ce volume adopte une perspective élargie en étudiant les puissances moyennes en tant que groupe. L'accent est donc mis sur la capacité de ces États à entreprendre des démarches collectives plutôt que sur leurs initiatives

individuelles. Même si la lecture des ouvrages précédents n'est pas essentielle à la compréhension de ce collectif, elle reste néanmoins fortement recommandée pour bien saisir le sens des conclusions formulées par Pratt, conclusions qui se rapportent à l'ensemble de l'étude.

L'internationalisme humaniste, et plus particulièrement sa variante «réformiste», est né d'une tentative de transposer au système international le type de réforme et de gestion appliqué à l'échelle nationale par les gouvernements sociaux-démocrates. Fondée sur l'émergence d'une «éthique internationale» et sur la croissance du phénomène d'interdépendance, cette école repose sur la reconnaissance du fait que la répartition des richesses et des ressources entre le Sud et le Nord est inéquitable, que les États occidentaux sont en grande partie responsables de cette situation et qu'une restructuration des rapports entre le Nord et le Sud répond aux intérêts de l'ensemble de la communauté internationale.

Les étapes précédentes de la recherche ont permis de mesurer l'influence des idées internationalistes sur les politiques Nord-Sud des cinq puissances moyennes observées, mais aussi d'expliquer pourquoi cette influence ne s'est que rarement traduite par des engagements fermes et des mesures concrètes (voir notamment *Internationalism Under Strain*, C. Pratt (éd.), 1989). Ce quatrième volume tend à démontrer que les obstacles à l'application des préceptes de l'internationalisme humaniste sont tout aussi réels lorsque ces puissances moyennes tendent à se regrouper autour d'un projet de réforme des relations Nord-Sud.